



Déclaration

Publié le 26 septembre 2019

Par International Crisis Group

## Dialogue sur le Cameroun anglophone : le plus dur reste à faire

*Le président Paul Biya a proposé un dialogue national sur le conflit qui oppose son gouvernement aux séparatistes anglophones. Mais ce dialogue, tel qu'envisagé, exclut les séparatistes et risque de réduire d'autres voix anglophones au silence. Biya devrait élargir la participation des anglophones et instaurer un mécanisme neutre de facilitation.*

Le 10 septembre, le président Paul Biya a proposé un dialogue national visant à dénouer le conflit qui oppose son gouvernement aux séparatistes anglophones et qui a, depuis deux ans, dévasté les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun. Cette initiative semble répondre à la fois à l'exaspération de la population face à l'incapacité des forces de sécurité à contrer les séparatistes, et aux inquiétudes croissantes que la crise suscite au niveau international. Le dialogue pourrait être l'occasion, pour son gouvernement et les dirigeants anglophones, de rechercher d'éventuelles solutions. Mais tel qu'envisagé, il exclut les dirigeants séparatistes et ne laisse que très peu de place aux anglophones qui soutiennent le fédéralisme sans remettre en cause les frontières actuelles du Cameroun. Il risque donc d'exacerber la frustration des anglophones, de creuser encore plus le fossé qui sépare les deux camps et de renforcer les tenants d'une ligne dure. Pour

*“Il est vital pour le Cameroun de trouver une issue à cette crise [alors que son] économie est en berne.”*

améliorer les perspectives du dialogue, le gouvernement devrait accorder plus de place aux anglophones, en particulier aux fédéralistes qui souhaitent y participer. Il devrait aussi rechercher un facilitateur neutre et accepter l'aide de l'Union africaine (UA) et de l'ONU. Un dialogue fructueux devra poser les jalons de nouveaux pourparlers entre le gouvernement et les anglophones de tous bords, y compris les séparatistes, dont le Cameroun ne pourra faire l'économie

L'annonce du président Biya survient dans un climat de violence persistante dans les régions anglophones. La crise a commencé fin 2016, sous la forme d'un mouvement de protestation contre la discrimination des anglophones dans les secteurs de l'éducation et de la justice. Elle s'est rapidement muée en conflit armé, à mesure que les forces de sécurité réprimaient les manifestants et que certains séparatistes anglophones prenaient les armes contre l'Etat.

Les rebelles combattent les forces de sécurité depuis 2017. Les deux camps auraient commis des exactions contre la population, notamment en incendiant des villages, en fermant des écoles et en tuant des civils. Ces violences auraient fait environ 3 000 morts, déplacé un demi-million de personnes à l'intérieur du pays, et poussé 40 000 autres à fuir au Nigéria; 700 000 enfants sont encore privés de scolarisation dans leur région d'origine, et un tiers de la population des régions anglophones a besoin d'aide humanitaire. Le 20 août, le gouvernement a condamné dix figures du mouvement séparatiste à la prison à perpétuité ; les séparatistes

ont réagi en intensifiant leurs attaques. Début septembre, ils ont décrété un « lockdown », une grève générale qui a de nouveau empêché la rentrée des classes. Presque toutes les écoles des régions anglophones sont fermées depuis presque trois ans, les séparatistes ayant imposé, parfois violemment, un boycott de l'école.

Il est vital pour le Cameroun de trouver une issue à cette crise. L'économie est en berne. Les activités de la Cameroon Development Corporation et de PAMOL, deux des plus grandes entreprises agricoles du pays, toutes deux détenues par l'Etat, ont ralenti de près de 80 pour cent. En septembre 2018, les entreprises implantées dans les régions anglophones ont annoncé des pertes d'un demi-milliard de dollars depuis le début de la crise. Les forces de sécurité, qui combattent non seulement les séparatistes anglophones à l'Ouest, mais aussi le groupe islamiste militant Boko Haram au Nord, sont dépassées. En outre, la crise politique déclenchée par l'emprisonnement du chef de file de l'opposition Maurice Kamto, qui continue de revendiquer la victoire à l'élection présidentielle de 2018, exacerbe les antagonismes communautaires à travers le pays.

Le dialogue proposé par le président Biya se tiendra du 30 septembre au 4 octobre au Palais des Congrès de la capitale Yaoundé. Il en a confié l'organisation au Premier ministre Joseph Dion Ngute, un anglophone. Ngute a entamé des consultations auprès d'un large panel de Camerounais. La plupart, néanmoins, ne sont pas anglophones et ne jouent pas un rôle déterminant dans les régions anglophones du pays.

Les séparatistes anglophones, qui dominent de vastes zones de ces régions, n'y participent pas. Ni eux ni le gouvernement ne semblent très enclins à la réconciliation. Quelques timides contacts informels ont eu lieu cette année entre les deux parties, mais les efforts internationaux de médiation se sont récemment heurtés à l'intransigeance des deux camps. Le 22 septembre, les principaux dirigeants séparatistes à l'étranger ont réaffirmé leur volonté de négocier avec le gouvernement, mais ont rejeté la proposition de dialogue qu'ils qualifient de «

purement interne ». Ils n'ont pas manifesté la moindre intention de revenir sur les conditions qu'ils ont toujours posées pour participer à des pourparlers avec le gouvernement : qu'ils se déroulent en présence d'un médiateur international, à l'étranger, et que les termes de la séparation soient le principal point à l'ordre du jour. Le gouvernement n'a fait aucune concession qui pourrait les convaincre de revoir leur position. Il n'a pas appelé à un cessez-le-feu ; n'a pas envoyé d'invitation ni garanti la libre circulation des séparatistes en vue du dialogue ; et n'a fait aucun geste pour la libération des prisonniers anglophones (bien que Biya n'ait pas exclu l'éventualité de grâces pour les dirigeants séparatistes, à un stade ultérieur).

Même les anglophones plus conciliants craignent d'être marginalisés. Parmi eux figurent les fédéralistes, dont les appels à revenir aux dispositions constitutionnelles entre 1961 et 1972 qui réunissaient un Etat francophone et un Etat anglophone au sein d'un système fédéral, séduisent un grand nombre d'anglophones. Certains chefs de file fédéralistes sont très sceptiques quant aux intentions du président Biya, mais d'autres saluent le principe du dialogue. C'est le cas du Cardinal Christian Tumi, influent président de la Conférence générale anglophone (CGA), créée en juillet 2018 et qui réunit des figures anglophones catholiques, protestantes et musulmanes. La CGA a participé aux consultations menées par le Premier ministre Ngute et sera présente au dialogue.

Néanmoins, l'ordre du jour provisoire établi par le Premier ministre laisse peu de temps à la CGA pour présenter son point de vue. En outre, cette année, le gouvernement a empêché la CGA de se réunir pour définir une position anglophone commune. Les consultations du Premier ministre ayant impliqué un large éventail de représentants nationaux, dont beaucoup n'ont rien à voir avec la crise anglophone, le dialogue à venir risque de noyer les éventuelles propositions des anglophones dans une pléthore de préoccupations nationales. Dans ce cas, le dialogue ne permettra pas de prendre en compte les griefs des anglophones ou d'envisager des

solutions telles que le fédéralisme, qui séduit de nombreux anglophones. En ne laissant pas suffisamment de temps de parole aux anglophones, le gouvernement risque de se tirer une balle dans le pied. Tenus à l'écart, les fédéralistes ne seront pas en mesure d'encourager les séparatistes à modérer leur position. Leur exclusion risque également d'entraver les discussions qui pourraient aider les fédéralistes à trouver un terrain d'entente avec les partisans d'une forme de décentralisation moins radicale – et beaucoup moins populaire parmi les anglophones –, qui consisterait à accorder une plus grande autonomie aux conseils régionaux qui devraient éventuellement être élus, notamment sur leur personnel, leur budget et l'éducation au niveau local.

Les intentions du président ne sont pas claires. Il agit probablement sous la pression des citoyens déçus de son incapacité à résoudre la crise, et des acteurs internationaux (notamment les Etats-Unis et l'UE), en particulier dans le contexte de l'Assemblée générale des Nations unies, à laquelle participe son ministre des Affaires étrangères. Il doit également jouer les équilibristes entre deux camps au sein du gouvernement et du parti au pouvoir. Certains hauts responsables ont publiquement affirmé que le dialogue s'inscrivait dans un processus à plus long terme – reconnaissant ainsi que le gouvernement devra prendre des mesures supplémentaires pour résoudre la crise. D'autres, plus belliqueux, semblent vouloir détourner le dialogue pour entraver toute tentative d'engager de réels pourparlers de paix et pour mieux faire entendre ceux qui encouragent le gouvernement à ne pas baisser les armes. En prenant l'initiative de ce dialogue, le président Biya a reconnu publiquement, pour la première fois, qu'une approche sécuritaire ne pouvait à elle seule résoudre la crise. Mais dans son discours du 10 septembre, il a évoqué la « marginalisation supposée » des anglophones, refusant par ces termes d'entendre leurs griefs et d'allumer véritablement le calumet de la paix. Dans le pire cas de figure, les tenants de la ligne

dures pourraient tenter, lors du dialogue, de faire adopter des conclusions en décalage avec l'opinion anglophone, puis s'appuyer sur ces conclusions pour empêcher la tenue de pourparlers de paix.

Au sein de l'opposition francophone, certains se félicitent de ce dialogue qui représente à leurs yeux – malgré ses défauts – une occasion de sortir d'une crise qui menace de plonger le pays dans une véritable guerre civile. Ils estiment que dans le contexte actuel de violence, il est essentiel de saisir toutes les chances, aussi minces soient-elles, de trouver un accord négocié. « Le président s'est peut-être contenté d'ouvrir une fenêtre plutôt qu'une porte », a-t-on ainsi confié à Crisis Group à Yaoundé, « mais qu'à cela ne tienne, passons par la fenêtre ».

Quant aux partenaires étrangers du Cameroun, le gouvernement français, l'UE, l'UA et l'ONU ont également salué ce dialogue, tout en demandant qu'il soit plus inclusif. En privé, de nombreux diplomates à Yaoundé s'inquiètent du peu de temps imparti aux préparatifs et à la tenue du dialogue, étant donnée la complexité des enjeux, et de l'absence de facilitateurs neutres et chevronnés ; ils émettent aussi des réserves sur l'ordre du jour et la multitude de participants sans lien direct avec la crise anglophone.

Dans le peu de temps qu'il reste avant la tenue du dialogue, le gouvernement pourrait augmenter ses chances de contribuer à une sortie de crise en prenant les mesures suivantes :

- Accorder un temps de parole adéquat aux anglophones, y compris aux fédéralistes, pour qu'ils puissent présenter leurs propositions. Cela impliquerait de réduire le temps de parole prévu pour la multitude de francophones que le Premier ministre a consultés au cours de la phase préparatoire ;
- Rechercher un facilitateur bénéficiant de la confiance de tous les acteurs, à la différence du Premier ministre Ngute, dont le gouvernement est partie au conflit.

- Accepter les offres de bons offices de l'UA et de l'ONU pour aider à surmonter les clivages entre les fédéralistes anglophones et le gouvernement, avant ou pendant le dialogue.

Même en cas de dialogue plus équilibré, il restera crucial d'engager des pourparlers plus approfondis en présence d'un médiateur entre le gouvernement et les chefs de file anglophones. Il est primordial d'ouvrir des canaux de communication avec les séparatistes, ce qui nécessitera probablement de nombreuses navettes diplomatiques et des mesures visant à renforcer la confiance des deux côtés. Le gouvernement pourrait libérer certains détenus et rebelles signalant, sans doute discrètement dans un premier temps, qu'ils sont disposés à accepter un cessez-le-feu et à assouplir leur position sur l'indépendance. Le gouvernement devrait également envisager d'ouvrir des

pourparlers directs avec les fédéralistes qui peuvent peut-être contribuer à convaincre les séparatistes d'abandonner la lutte armée. Cela impliquerait, en premier lieu, d'autoriser la réunion de la Conférence générale anglophone, qui réunirait une grande diversité d'anglophones. Les acteurs internationaux qui entretiennent des relations étroites avec le Cameroun et disposent ainsi d'une certaine influence sur son gouvernement devraient garder un œil sur le pays et encourager le président Biya à entamer ce type de pourparlers. En attendant, le dialogue de fin septembre permet au moins de garder l'option du dialogue sur la table et ainsi de juguler la guerre civile.